



# Les préparatifs de la présidentielle

## Quelques débats sur le système démocratique

### Le vote par anticipation

**Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République.** Le gouvernement a voulu déposer le 16 février un amendement visant à instaurer le vote par anticipation sur des machines électroniques. Déposé tardivement au Sénat après une première lecture à l'Assemblée et sans aucune consultation avec les partis politiques, ni sans avis du Conseil d'Etat, ce projet a été refusé par tous les groupes d'opposition au Sénat. Un collectif de 38 maires et députés défend l'usage de la machine à voter, solution reconnue par eux « plus fiable que le vote par internet ou par correspondance ». Pierre-Christophe BAGUET, maire de Boulogne et André SANTINI, maire de Issy-les-Moulineaux sont les premiers signataires.

Députés et sénateurs sont parvenus à un accord en commission mixte paritaire sur le texte sur l'élection présidentielle le mardi 2 mars. Plusieurs apports du Sénat ont été retenus : pas de vote anticipé, non-chevauchement avec les comptes de campagne des régionales et publication par les médias des marges d'erreur des sondages.

### Le mode de désignation des candidats et les primaires

LR et le PS qui avaient eu l'imprudence d'inscrire les primaires dans leurs statuts, cherchent des parades pour imaginer un nouveau système de départage. Ces deux partis gagnent du temps et présentent les élections régionales de juin prochain comme une étape essentielle de la sélection.

### Les incidences du débat sur la proportionnelle pour les législatives (PPL Modem)

François BAYROU estime utile d'assurer une meilleure représentation à l'Assemblée nationale des différentes familles politiques. C'est un moyen pour lui « d'amortir la défiance citoyenne » et de pousser à une logique de coalition.

Le président du groupe MoDem, Patrick MIGNOLA, a déposé deux propositions de loi avec deux différents types de scrutin proportionnel ;

- La première introduit une dose de proportionnelle dans les 9 départements dotés de plus de douze députés (essentiellement les métropoles de Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux). Ainsi, cela correspondrait à 130 députés élus à la proportionnelle.
- La seconde reprend le modèle de la proportionnelle intégrale au niveau national décidé en 1986 par François MITTERRAND. Avec une prime en sièges à la liste arrivée en tête comme cela existe pour les régionales et municipales.

Le temps semble court mais possible pour lever toutes ses options un an avant les législatives de 2022 (position du Conseil constitutionnel de ne pas modifier les modes de scrutin à moins d'un an des élections).

Si ce texte aboutissait, il permettrait à Emmanuel MACRON d'envisager une recomposition politique quitte à affaiblir En marche. Il permettrait également de rendre quasiment impossible pour RN une victoire aux législatives dans la foulée de la présidentielle.

Il faut rappeler aussi que les deux tours de l'élection législative sont la clé de voute des règles de financement des partis politiques.

Les positions sur ce débat :

- Stanislas GUERINI a reconnu le 21 février sur Europe1 qu'il semblait difficile de faire cette modification dans les 6 mois.
- Deux anciens ministres mais de bords opposés Gerard LONGUET (sénateur Meuse LR) et André VALINI (sénateur Soc Isère) défendent ensemble l'instauration de la proportionnelle aux législatives « une réforme simple qui serait de nature à démocratiser notre vie politique ».



## Le débat sur le quinquennat reposé

Le quinquennat conjugué avec l'inversion du calendrier législatif renforce la prééminence présidentielle. Marine LE PEN, Députée et Présidente du RN, propose depuis des années un septennat non renouvelable. Xavier BERTRAND, Président des HDF, préconise plutôt un mandat de 6 ans non renouvelable et permettant de nouer plus de partenariats avec les forces vives de la nation.

## Réflexions sur le temps public et politique

### Les enjeux de la campagne sur les réseaux sociaux

La crise sanitaire complexifie les stratégies électorales. Anticipant l'impossibilité de mener une campagne traditionnelle autour de grands meetings et de rencontres avec les électeurs, de nombreux – potentiels – candidats se tournent vers les influenceurs et les supports numériques pour fédérer leur base et attirer au-delà des lignes et alimenter le débat d'idée.

- Emmanuel MACRON souhaite porter la question sur la régulation du numérique pendant la campagne présidentielle. La présence sur internet et les réseaux sociaux de phénomènes complotistes, du développement des fakenews semblent être pour de nombreux candidats et experts un enjeu majeur de la prochaine campagne présidentielle.
- Jean-Luc MELENCHON est le premier des candidats à lancer son propre réseau social. Il reconnaît également que les campagnes virtuelles n'apportent pas la même force et la même dynamique que les meetings.

### Mieux associer les citoyens

Le député LR de Haute-Marne François CORNUT-GENTILLE propose de créer une troisième assemblée de citoyens élue au suffrage universel qui seraient extérieure au jeu des partis politiques. Son rôle serait de poser des diagnostics et nourrir la réflexion des parlementaires.

### La peur du match retour dans toutes les têtes

Les 2/3 des français disent ne pas souhaiter le match MACRON/ LE PEN au deuxième tour de la présidentielle (IFOP 9 février) mais n'identifient pas pour autant à ce stade de candidats alternatifs. Jean-Louis BORLOO, aujourd'hui retiré de la politique préconise d'imposer une équipe et une coalition politique à l'allemande. Cette idée se développe auprès de Xavier BERTRAND, Arnaud MONTEBOURG et même Yannick JADOT.

Jean-Louis BORLOO estime qu'il s'agit d'une « *innovation stratégique, idéologique et méthodologique* ».

### « Prendre sa part à »

De tous côtés dans les oppositions, apparaît cette notion de pré-candidatures des uns et des autres dans une démarche assez collective. C'est le cas notamment de Xavier BERTRAND et Arnaud MONTEBOURG, mais également Anne HIDALGO et Michel BARNIER qui proposent de « prendre part ».

### La bataille des idées

Les partis politiques commencent tous à préparer leurs dispositifs de pré-campagne et le travail sur les idées, c'est le cas de Jean-Luc MELENCHON notamment. Cette période permet de tester les idées, de lancer des débats. C'est le cas également de la majorité qui se teste jour après jour sur l'équilibre du « en même temps ».

### La réélection d'un président sortant

Sous la V<sup>ème</sup> République, il n'y a rien de plus difficile que de faire réélire un président sortant. Les seuls à avoir réussi sont François MITTERRAND et Jacques CHIRAC au lendemain de périodes de cohabitation.

### L'Europe au sommet

La France présidera l'UE au premier semestre 2022.

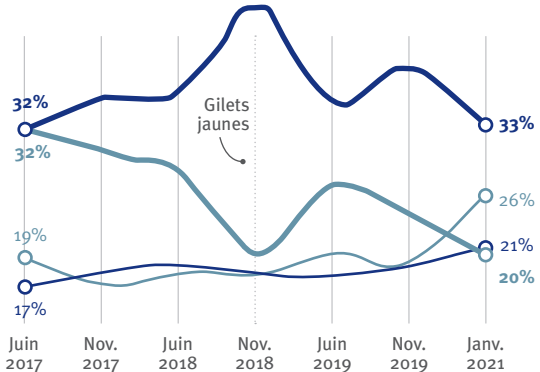


# Etudes d'opinion

## Les conditions d'une transformation réussie

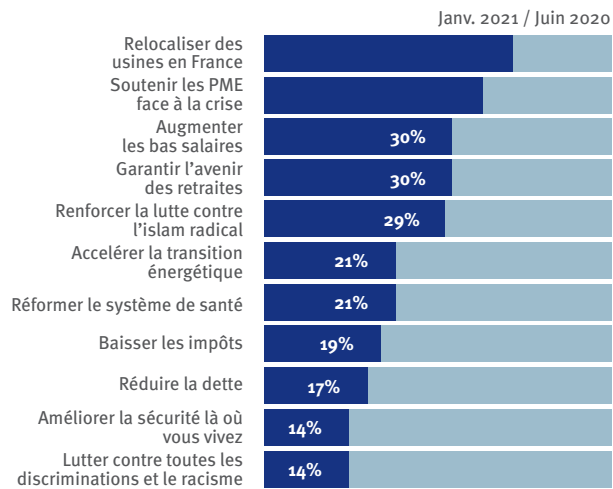
« Quelle est pour vous la condition indispensable pour que la transformation de la France réussisse ? »

- Le souci de la justice et de l'égalité dans les réformes
- Le courage de mener des réformes difficiles et nécessaires
- Une volonté de transparence et d'explication des réformes
- La capacité à proposer une vision et un cap clairs pour justifier les réformes



## Les objectifs prioritaires

« Parmi les objectifs suivants, quels sont ceux qui vous paraissent prioritaires dans les mois qui viennent pour transformer la France dans le bon sens ? »



Source : sondage réalisé par IFOP pour NO COM, Les Échos et Radio Classique les 5-7 janvier 2021

## Les enjeux de la transformation du pays

Si la transformation reste « légitime dans son principe », les français semblent attendre désormais qu'elle soit synonyme de protection (analyse étude IFOP janvier 2021)

- La crise sanitaire qui intervient après celle des « gilets jaunes » et après celle des retraites a plongé un peu plus les français dans le pessimisme.
- Mais la sémantique de la transformation conserve un potentiel presque intact. Les mots **Changement** et **transformation** évoquent quelque chose de positif pour les français. Mais la **Transparence** et **l'explication** restent visiblement une condition nécessaire pour faire accepter une décision publique. Le mot de **Protection** semble plébiscité par les français. Les **relocalisations** sont érigées en modèle économique.
- **L'écologie** est repassée pour les français au rang de préoccupation seconde derrière **l'emploi, la santé et la sécurité**.

## Une France centralisée. Ce sujet sera-t-il un enjeu de la campagne présidentielle ?

- Emmanuel MACRON assume le pouvoir absolu que lui confère la Constitution et considère que c'est lui seul qui sera jugé au terme de son mandat (Challenges 14/01/21).

## Les français ne sont pas encore en campagne

- Comme le dit Bernard SANANAS, président d'Elabe (les Echos 28/12/20), les français ont mis « la politique à distance » et les « conséquences politiques de la crise sanitaire n'ont pas encore été tirées ». « Le moment de juger la gestion de la crise n'est pas encore venu ». « C'est pareil pour les oppositions, personne n'a réussi à capter l'attention malgré les critiques ». **Les français éprouvent le besoin d'être rassemblés.**

## Les mots des citoyens





# Les premiers débats de la campagne



LA RÉPUBLIQUE  
**En Marche !**



les **IR**  
Républicains



Débats	EELV	LREM	PS	LR	RN
La création d'un revenu citoyen ou revenu de base dès 18 ans avec fusion RSA et prime pour l'emploi	Y. JADOT	Capital jeune de 10 000 € (S. GUERINI)	Socialistes Création d'un nouveau "droit universel" pour sécuriser la recherche du premier emploi (M. KLEIN)	Certains élus LR	
Plan de reconstruction verte	Y. JADOT				
Baisse de TVA sur certains produits	Y. JADOT				
Islamisme gauchisme		EM			
Retraite		EM		Droite	
Cannabis		Certains élus LREM		Certains élus LR	
Innovation et recherche appliquée				LR	
Relocalisation		LREM			
Création d'un impôt pour les classes aisées ou les favorisés COVID	EELV	Modem	PS		
Augmentation des salaires de 5%				G. PELTIER	
Remboursement de la dette				E. WOERTH	M. LE PEN
Projet de décentralisation				LR	
Démarche de solidarité et non d'assistanat				LR	
Made in France					
La place de la voiture	Y. JADOT				
Souveraineté			A. MONTEBOURG	G. PELTIER	M. LE PEN

## Les principaux débats au sein de la majorité

- Remboursement de la Dépense publique
- Cantines bio ou sans viande
- Voile à l'école
- Ecriture inclusive
- « Islamisme-gauchisme »
- Fiscalité des hauts revenus



## Qui travaille sur les projets ?

LA RÉPUBLIQUE  
**En Marche !**

**LREM et entourage**  
Emmanuel MACRON

- Stanislas GUERINI
- Stéphane SEJOURNE
- Roland LESCURE

**agir**  
LA DROITE  
CONSTRUCTIVE

**Agir**

- Fabienne KELLER

**MOUVEMENT  
DEMOCRATE**

**MoDEM**

- Jean-Noël BARROT

**Europe  
écologie  
les Verts**

**EELV**

- François THOLLET

**Yannick JADOT**

**Eric PIOLLE**

**PS**

- Boris VALLAUD

**PS**  
SOCIAL-ÉCOLOGIE

**Anne HIDALGO**

- Sylvain LEMOINE
- Jean-Marc GERMAIN
- Patrick BLOCHE

**Arnaud MONTEBOURG**

- Valentin PRZYLUSKI

**IR**  
les  
Républicains

**LR**

- Guillaume PELTIER
- Julien DIVE

**Xavier BERTRAND**

- LA MANUFACTURE

**udi**  
UNION DÉMOCRATIQUE  
INDÉPENDANTE

**UDI**

- Olivier RICHEFOU

**Bruno RETAILLEAU**

- Force Républicaine

**Rassemblement  
National**



# La majorité présidentielle Emmanuel MACRON

## La majorité présidentielle

- L'élection présidentielle se prépare à LREM. Le parti fête ses 5 ans et lance une consultation auprès de ses adhérents sur le bilan du quinquennat.
  - 300 000 marcheurs inscrits dans les fichiers.
  - Un sondage sous forme d'une vingtaine de questions réalisé en partenariat avec IPSOS avec des questions du style « y a-t-il encore de vraies différences entre la gauche et la droite ? », « y a-t-il trop d'immigrés en France ? ».
  - Après les régionales, le parti devrait organiser une démarche similaire de la « grande marche » de mai 2016.
  - Le parti achève un large renouvellement de ses cadres locaux, référents départementaux et animateurs des comités en vue de l'élection présidentielle.
  - Après « progressiste et populiste », **Cause et Coalition** sont les deux mots choisis par les stratèges du mouvement.
- Alors qu'en 2016, Emmanuel MACRON avait incité à la création de Comités, la démarche du printemps devrait être de créer des causes. Ces centaines de causes seront regroupées dans des coalitions. Un comité d'experts en tirera des idées destinées à alimenter la campagne.

## La remobilisation de l'aile gauche

Le cri d'alarme de 15 députés de la majorité sur l'égalité des chances.

Hugues RENSON anime le courant de gauche En Commun derrière la ministre Barbara POMPILI. Mais également Coralie DUBOST, Sacha HOULIE, Pierre PERSON.

### Parmi les 13 propositions :

- Lancement du chantier du revenu universel d'activité
- Ouverture de places en crèche
- Réforme de la carte scolaire
- Révision du système d'attribution des bourses étudiantes
- Simplification des aides sociales...

Ces propositions s'ajoutent aux propositions de certains ministres pour améliorer la mixité dans les logements sociaux, intégrer plus d'étudiants boursiers dans les grandes écoles, renommer des rues avec les noms des grandes figures de la diversité.

- Une démarche appuyée par le mouvement Territoires de progrès de Jean-Yves LE DRIAN et Olivier DUSSOPT. Mais également Olivier VERAN qui veut conserver son ancrage à gauche avec le versant solidarité de son ministère.
- L'aile sociale du gouvernement s'agit pour exister davantage (Elisabeth BORNE, Emmanuelle WARGON) sur le thème de la cohésion, de l'égalité, de l'insertion, la diversité alors que l'aile droite prône l'autonomie et la responsabilité.
- Richard FERRAND et Christophe CASTANER, tous deux issus du Parti socialiste conseillent de ne pas négliger le socle social-démocrate.
- Il semble qu'Emmanuel MACRON veuille orienter toute sa campagne autour de la jeunesse. La notion de citoyens solidaires pourrait être l'axe fort de la campagne.
- Comme le dit le politiste Bruno CAUTRES, il existe des sous-cultures au sein de la majorité avec trois groupes principaux identifiés (étude Terra NOVA) :
  - › Un de culture centriste (31%), cœur du macronisme constitués de progressistes sur le plan des valeurs et de libéraux en économie
  - › Un de centre gauche avec les progressistes égalitaires (23%)
  - › Un de centre droit (23% avec les conservateurs libéraux)
- **La stratégie présidentielle semble à ce stade porter sur deux postures politiques :**
  - › Imposer dans l'opinion qu'il n'y a pas de candidats d'alternatives
  - › Répéter à l'envi que les oppositions devraient se battre contre Marine LE PEN plutôt que de se battre tous contre lui et la majorité actuelle. Tel était le sens du débat DARMANIN/LE PEN.



## Emmanuel MACRON

“ Peut-être que je ne pourrai pas être candidat. Peut-être que je devrai faire des choses dans la dernière année, dans les derniers mois, dures, parce que les circonstances l'exigeront, et qui rendront impossible le fait que je puisse être candidat. ”

Interview pour le média Brut, le vendredi 4 décembre 2020



# Les candidats de la gauche et les écologistes

A gauche les appels à l'unité se multiplient pour faire bloc contre le RN.

Noël MAMERE, estime que « l'écologie doit se donner les moyens d'être compatible avec ce que représente la gauche ».

- Cette inquiétude, beaucoup la porte alors que les écologistes tiendront leurs primaires en septembre, que les socialistes s'interrogent toujours sur le mode de désignation d'un candidat et que Jean-Luc MELENCHON s'est déjà déclaré.
- Olivier FAURE, 1er secrétaire du PS a rappelé sur France 3 « il y a une obligation à faire chemin commun et si nous ne le faisons pas, nous aurons la défaite au bout ».
- Patrick KANNER, président du groupe PS au Sénat et proche de Anne HIDALGO pousse aussi vers l'union car « la gauche doit prendre ses responsabilités. Le rassemblement entre la gauche et les écologistes est indispensable ». **Le premier secrétaire du PS aimerait pouvoir enclencher les discussions sur un accord de gouvernement mais les verts veulent attendre le rapport de force à l'issue des régionales.**
- Même chez les communistes, Fabien ROUSSEL indique que « pour changer de majorité, il va bien falloir que des gens se rassemblent dans la séquence de 2022 ».
- Yannick JADOT précise que « depuis de longs mois, je vante une candidature commune qui doit naître d'un rassemblement qui se fera autour de l'écologie. » « Mieux qu'une coalition de rejet, il faut un projet fédérateur » indique Julien BAYOU, secrétaire national d'EELV.

## Les socialistes

### Le parti socialiste

Le Parti Socialiste a lancé jeudi 4 février son premier « live des idées ». Dans un format numérique, ce live prend la forme d'une réunion mensuelle pour échanger sur la construction de son projet présidentiel.

- **Six Live du projet sont fixés chaque premier jeudi du mois avec un thème différent à aborder, notamment :** Travail, Santé, Justice écologique.
- Le parti souhaite présenter un projet complet lors des Universités d'été prévues fin août à Blois. Le député Boris VALLAUD, porte-parole du PS chargé du projet est chargé de la bonne conduite des travaux en tant que secrétaire national au projet.
- Depuis le 4 février, la [plateforme RDV2020](#) à destination du grand public permet de commenter et de hiérarchiser les propositions du parti. Et 500 réunions locales doivent se tenir dans les prochains mois. Une forme de « primaire des idées ».

« Je veux que le PS lance le tempo du débat à gauche » a précisé Olivier FAURE, premier secrétaire du parti socialiste.



### Anne HIDALGO

Anne HIDALGO a lancé la création d'une plateforme « Idées en commun » ; le but est de contribuer à un projet de gauche sociale et écologiste pour 2022 explique Emmanuel GREGOIRE, son premier adjoint à la mairie de Paris.

Sylvain LEMOINE et Jean-Marc GERMAIN sont chargés des idées avec Patrick BLOCHE.

Elle devrait parler **inégalités sociales, plan d'urgence pour la jeunesse, libertés publiques, santé, écologie, économie circulaire, réindustrialisation.**

Sa posture « **une inspectrice du travail contre un inspecteur des finances** ».

- La maire de Paris prépare des déplacements dans toute la France (Montpellier, Rouen, Bordeaux...). Elle veut mettre « le paquet » sur les grandes villes et les banlieues. Elle structure son équipe mais ne se déclarera pas avant septembre.
- Ses principaux soutiens : Emmanuel GREGOIRE, Jean-Louis MISSIKA, Frédéric LENICA, Jean-Marie VERNAT, Rémi FERAUD (lien avec le PS), Célia BLAUDEL, présidente de Paris En Commun mais également les maires de Rennes, Nantes et la présidente de la région Occitanie.
- Guillaume CHICHE, ex député LREM a déjà tranché et indique « faire plus confiance à Anne HIDALGO qu'à Emmanuel MACRON pour proposer un projet de société humaniste, écologiste et solidaire ».
- Anne HIDALGO et ses équipes, ont décidé d'adapter à l'échelle nationale la plateforme d'idées et de discussion « Paris en commun » qui avait contribué à son succès aux municipales de 2020. Celle-ci doit prendre la forme d'un laboratoire d'idées permettant de soumettre à la maire de Paris les propositions des utilisateurs ; l'application, qui doit être mise en ligne dans les jours à venir, a aussi comme objectif de renforcer sa stature politique, et de lui donner un ancrage au-delà des frontières de la capitale.

## Anne HIDALGO

- Elle a « *un bilan écologiste et un rayonnement international* » reconnaissent certains proches de l'Élysée.
- Un stratège de la macronie analyse et suit avec attention la montée en puissance de la maire de Paris. Il analyse qu'Anne HIDALGO et même les critiques pourraient ressembler à celles qui accompagnaient Emmanuel MACRON en 2016.
- Nombreux sont les socialistes qui regardent avec bienveillance Anne HIDALGO occuper le champ médiatique et ainsi éclipser un peu Emmanuel MACRON.
- Plusieurs ministres dont Olivier VERAN, Bruno LE MAIRE, Gabriel ATTAL commencent à cibler Anne HIDALGO dans leurs critiques « *une professionnelle de la polémique* », « *les mensonges d'Anne HIDALGO* » ou les « *leçons de logistique* ». Mais cela montre que Anne HIDALGO pourrait devenir une adversaire crédible et oblige Emmanuel MACRON à travailler sa gauche.

“ On n'est pas obligé de s'enfermer dans un choix entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon [...]. Une autre voie est possible. Il faut ouvrir grand les portes et les fenêtres, comme le recommandent les infectiologues ! Je prends ma part, et je veux proposer un projet ouvert qui parle de l'écologie et du social. ”

Citation d'un article du Monde, le jeudi 21 janvier 2021



## Arnaud MONTEBOURG

- Retiré de la vie politique depuis 2017, l'ancien ministre du redressement productif se prépare. Il a créé un nouveau Parti politique, L'engagement comme le titre de son livre publié en novembre dernier.
- Une cinquantaine de personnes travaillent à la mise en place de ce mouvement qui a pour objectif de s'adresser à tous les français au-delà de la gauche, sous la houlette d'un de ses anciens conseillers à Bercy Valentin PRZYLUKI.
- Il a commencé un tour de France pour éprouver son discours et son éventuelle candidature.
- Son objectif « *construire un compromis historique entre des forces qui se sont combattues* ». Il croit possible de réunir des gaullistes, des socialistes et des libéraux. Il souhaite « *un bloc populaire contre le populisme* ». Olivier FAURE a cependant critiqué sa démarche et sa volonté « *d'enjamber les deux rives* ».
- Il ne parle plus de souverainisme mais **d'indépendance**. Il lance un appel au **patriotisme économique**. Il veut parler à **La France des territoires**, il veut s'adresser aux classes populaires comme aux petits chefs d'entreprise. Il veut « *rassembler ces France qui ne sont pas d'accord.* »
- S'ils ne se sont pas déclarés en sa faveur, **le soutien public témoigné par des députés LR** Julien AUBERT et Guillaume PELTIER à Arnaud MONTEBOURG, en phase avec son protectionnisme, a suscité de nombreuses critiques aussi bien à gauche qu'à droite. Les fidèles du parti socialiste lui reprochant ces accointances, tandis que certains cadres LR, tels que Christelle MORANCAIS, présidente (LR) de la Région Pays-de-la-Loire, rejettent catégoriquement ces rapprochement transpartisans.
- Arnaud MONTEBOURG entretient en effet des relations des plus cordiales avec certaines des figures proéminentes des Républicains, notamment Xavier BERTRAND. Ce dernier avait fait l'éloge d'Arnaud MONTEBOURG, déclarant « *Lui, il a fait bouger les choses, lui, il a une vision. Je ne partage pas à 100 %, mais il y a une véritable volonté.* » L'ancien ministre du redressement productif avait rendu la politesse au président de la région Hauts-de-France au micro d'Europe 1 en novembre 2020 : « *Je veux rendre hommage à Xavier Bertrand, qui se bat dans les Hauts-de-France. Il a réhabilité la politique, il fait un gros travail.* »

“ Il est évident que la question de mon engagement est posée, mais je n'ai pas encore décidé des voies et moyens. Je ne peux pas répondre à cette question à ce stade, mais je le ferai d'ici quelques mois. ”

Réponse à la question sur sa candidature à la présidentielle dans le Point, le 9 janvier 2021





## La primaire des écologistes

- Si les modalités de désignation d'un candidat unique pour certains partis font encore débat (le Parti socialiste et Les Républicains gardant en mémoire les précédentes primaires qui avaient contribué à fracturer et diviser leurs partis), EELV a décidé d'organiser ses propres primaires pour désigner son candidat.
- Le secrétaire national du parti Julien BAYOU l'a confirmé ce mardi 19 janvier 2021 lors de ses vœux à la presse. Trois candidats se disputent pour le moment l'investiture, laquelle sera décidée au mois de septembre, lors des primaires du parti.
- Trois mouvements écologistes prennent leurs distances avec EELV : le mouvement CAP21 de Corinne LEPAGE, Génération Ecologie de Delphine BATHO et l'Alliance écologiste indépendante. Ils décident de créer une plateforme de coordination commune.



### Yannick JADOT

Invité du journal de TF1 samedi 30 janvier, Yannick JADOT a reconnu se préparer à la présidentielle, tout en souhaitant faire gagner l'écologie. Reconnaisant que « *ce n'est pas le moment des candidatures* », il a annoncé le lancement d'une **plateforme des idées « 2022, l'écologie »** dans les prochains jours.

Il entend susciter le débat à partir de propositions « *pour une République écologique et sociale* ».



### Eric PIOLLE

Eric PIOLLE, maire de Grenoble a lancé sa propre plateforme baptisée « *une certaine idée de demain* ».

## Le candidat France Insoumise



### Jean-Luc MELENCHON

- Jean-Luc MELENCHON a officiellement annoncé sa candidature à la présidentielle **dès novembre 2020**, la conditionnant à la collecte de **150 000 signatures citoyennes d'investiture, qu'il a obtenues**. Dans ses vœux à la presse de janvier 2021, Jean Luc MELENCHON a affirmé que la prochaine présidentielle serait « *la dernière station avant le désert* », et l'unique chance d'une véritable rupture politique.
- Jean-Luc MELENCHON a ouvert son local de campagne en janvier près de la Gare de l'Est à Paris et il cherche à retrouver une dynamique.
- Le Parti communiste a refusé pour le moment sa proposition d'alliance.
- Lors d'une conférence de presse le mercredi 27 janvier 2021, le candidat de la France insoumise a annoncé **qu'il présentera à l'automne son « programme de gouvernement » définitif basé sur son programme présidentiel « L'Avenir en commun » de 2017**. L'actualisation prendra notamment en compte la survenance de la pandémie mondiale, **une consultation interne des militants et une phase participative ouverte à tous**.
- **Un cadre collectif doit être mis sur pied baptisé « parlement de campagne ».**
- D'ici à l'été, le mouvement éditera quatre revues avec pour thème : « **démocratie et VI<sup>ème</sup> République** », « **planification écologique** », « **progrès humain et social** » et « **indépendance de la France** ». Ces revues laisseront transparaître des fils rouges programmatiques.
- LFI a lancé en décembre son réseau social en vue de la campagne présidentiel.
- Des événements « *en réalité augmentée* » : Les Forums de l'avenir en commun.
- Mais pour Jean-Luc MELENCHON ces événements en virtuels ne suscitent pas le sentiment de force qui renforce la force qui se donne à voir à elle-même. Il sait aussi que « *déconfiner les esprits prendra du temps* ».
- Il est ainsi le premier à dénoncer les campagnes virtuelles car il sait que c'est sa présence dans les meetings et sa fougue d'orateurs qui le plus souvent a permis la contagion de sa dynamique

“

*Je m'étais imposé de rassembler 150 000 parrainages citoyens pour déclarer ma candidature à l'élection présidentielle de 2022. Bien davantage de signatures sont d'ores et déjà collectées. Et les parrainages citoyens continuent de s'ajouter.*

Le mot de Jean-Luc MELENCHON sur son site de campagne

”

# Les candidats de la droite et du Centre

Pour l'heure, si les cadres des Républicains assurent qu'ils présenteront « bien évidemment » un candidat aux prochaines présidentielles, le mode de désignation de ce dernier fait encore débat au sein du parti. Certains de ceux qui ne cachent pas leurs ambitions, à l'image de Bruno RETAILLEAU, souhaitent une primaire aussi rapidement que possible. Un consensus avait été atteint en septembre 2020, repoussant à avril 2021 le choix d'une stratégie pour désigner le candidat à l'élection présidentielle parmi tous les prétendants. L'idée était de procéder à l'investiture d'un candidat à la suite – et à la lumière – des élections régionales. Le terme utilisé par certains est le « départage ».

- Xavier BERTRAND et Bruno RETAILLEAU semblent être les deux seuls à avoir ouvertement présentés leurs souhaits de s'engager dans le débat depuis le refus de François BAROIN, maire de Troyes et président de l'AMF. Ils se sont rencontrés récemment et Bruno RETAILLEAU insiste sur la notion de départage entre les candidats alors que Xavier BERTRAND estime que la présidentielle est la rencontre entre un homme et un peuple et ambitionnerait de devenir à l'issue des régionales comme « le candidat naturel » de son camp.
- Gérard LARCHER se place depuis plusieurs mois au centre du jeu et figure incontournable de la droite en quête d'un candidat pour 2022. Il participe à toutes les réunions du Parti et rencontre les différents candidats potentiels sans oublier les alliés de l'UDI et du nouveau centre.
- Les Républicains organisent de façon régulière des conventions thématiques, chacune ressemblant à un volet de programme présidentiel, répertoriées sur leur site et faisant systématiquement l'objet d'un rapport, au cours desquelles dialoguent et s'opposent les différents courants (et figures) du parti. Parmi les plus récentes, une convention sur [le travail, les entreprises et le pouvoir d'achat](#), et une autre sur le [réchauffement climatique](#).
- Le secrétaire général des Républicains et député du Lot **Aurélien PRADIE** a présenté le 30 janvier 2021 [son plan de lutte contre la pauvreté](#), lequel n'a pas manqué de faire bondir l'aile libérale de son parti. Parmi ses propositions phares, la création d'un fonds national d'aide alimentaire destiné aux plus précaires, géré par les départements, et dont la note s'élèverait à 11 milliards d'euros. Le plan prévoit également de s'attaquer à la précarité des jeunes, par la création de 300 000 « jobs pour la nation » à destination des 18-25 ans, dans les collectivités, administrations ou associations de d'utilité publique.



## Xavier BERTRAND et la Manufacture

- Bien décidé lui aussi à investir l'espace numérique, Xavier BERTRAND a doté son association politique « La Manufacture » d'un [nouveau site internet](#), « *pensé et conçu comme un espace de partage d'expériences et d'échange d'idées* ». Se revendiquant comme un « *laboratoire d'idées du monde réel* », le site propose à ses adhérents de suivre l'actualité du président de la région Hauts-de-France via les traditionnelles newsletters, permet également de soumettre des suggestions et propositions pour que celles-ci soient débattues et analysées par les proches de Xavier BERTRAND de façon à « produire des propositions concrètes qui feront réellement avancer la France ».
- Xavier BERTRAND a depuis peu investi les médias pour se présenter comme le chantre de « *l'arc républicain* » : affirmant vouloir dépasser les clivages, il en appelle à un gouvernement « *d'union nationale* », capable de fédérer au-delà des « *différences politiques* », au nom de « *la France et l'intérêt général* ».

“ Il faut une équipe pour réussir, il faut une équipe pour redresser le pays [...] Si vous n'êtes pas capable d'avoir cette équipe pour apaiser, réconcilier et redresser, vous ne pourrez pas réussir. L'homme tout seul, l'homme providentiel n'existe pas. ”

Interview de Ruth ELKRIEF sur BFMTV, le samedi 9 janvier 2021



## Bruno RETAILLEAU et Force Républicaine

- Bruno RETAILLEAU s'est lui aussi inséré dans le champ du débat numérique. Alors que le président du groupe LR au Sénat possédait déjà un podcast hebdomadaire, lequel propose pour l'heure **neuf épisodes**, il vient de lancer une application pour smartphone baptisée « 2022 ». L'application géolocalisée doit permettre à ses utilisateurs de créer et d'animer des comités locaux et comporte même un aspect ludique destiné à fidéliser ses soutiens : plus un utilisateur est actif, plus il obtient de points et de « bonus » sur l'application. Un conseiller proche de Bruno RETAILLEAU a indiqué que cette plateforme avait surtout pour finalité de permettre au potentiel candidat de se tenir prêt et de mettre en route une campagne dès que le besoin s'en fera sentir : « *Notre but, c'est de se tenir prêt, au cas où. Ce genre d'outil, ça s'anticipe, on ne peut pas le créer au dernier moment.* »
- Appelant de ses vœux une primaire à un tour pour désigner le candidat de la droite, Bruno RETAILLEAU ne s'est pas encore déclaré candidat mais prépare le terrain pour 2022. Tout en martelant sa conviction d'un « *sursaut français* » imminent, RETAILLEAU a déclaré au micro de France Inter, en octobre 2020, suite au retrait de François BAROIN : « *S'il faut être candidat, je serai.* »

“ Je crois au sursaut français. [...] J'ai choisi de servir la France, j'ai choisi la force et la simplicité des convictions. ”  
Lettre de Bruno Retailleau aux Français, 3 novembre 2020

## Le cas de l'UDI

Les fractures internes se sont affirmées entre l'UDI et la REM. La scission, en mai 2020, du groupe UDI, Agir et indépendants en deux factions (Agir, qui s'inscrit dans la majorité proche de l'ancien Premier ministre Edouard PHILIPPE, et l'UDI, qui s'inscrit progressivement dans l'opposition) a polarisé les acteurs du mouvement de centre droit. Le groupe de Jean Christophe LAGARDE s'est d'ailleurs inscrit comme un groupe d'opposition à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, selon plusieurs journaux, Jean-Christophe LAGARDE prépare sa candidature à la présidentielle. Le député de Seine-Saint-Denis considère être « *le seul à avoir les idées, le parti, l'argent, les élus locaux, les signatures et je ne vois pas l'intérêt d'aller suivre quelqu'un* ».

Au Sénat, Hervé MARSEILLE, le président de l'Union Centriste, s'aligne sur les positions de la majorité de droite (LR) menée par Gérard LARCHER, le président de la chambre haute.

## Ceux dont on pourrait parler



Jean-Christophe  
LAGARDE



Valérie  
PECRESSE



Gaël  
PERDRIAU



François  
BAROIN



Gérard  
LARCHER



Laurent  
WAUQUIEZ



Laurent  
HÉNART



David  
LISNARD



Rachida  
DATI



Michel  
BARNIER



Philippe  
JUVIN

## Le Rassemblement National



### Marine LE PEN

- Marine LE PEN a lancé en janvier dernier une plateforme numérique participative, baptisée « *M l'avenir* » pilotée par ses proches conseillers, destinée selon leur propre mot à « *ouvrir* » la campagne présidentielle en recueillant des témoignages et suggestions de partisans et simples citoyens. La mesure a pour but affiché de permettre d'instaurer un rapport d'horizontalité entre sympathisants et cadres du parti, à l'heure où la démocratie participative des conventions citoyennes et des mouvements citoyens portés par les Gilets Jaunes impose une reconfiguration des structures d'échange. Cette plateforme qui marque le coup d'envoi de la campagne du Rassemblement National pourrait ainsi servir de levier au parti et en alimenter le programme.

“ *Ma décision a été réfléchie mais elle est prise. Emmanuel MACRON ayant lui-même lancé la campagne présidentielle, je ne le laisserai pas courir tout seul. C'est donc très tôt, sans pour autant totalement préjuger de la décision qui appartient au congrès de notre mouvement qui aura lieu en 2021, que j'ai fait part de ma volonté de préparer la présidentielle.* ”

Vœux à la presse du 16 janvier 2020